



BIC S.A.

(BUSINESS INSURANCE & REINSURANCE COMPANY)
Entreprise régie par le code des assurances du Burundi

Votre Assureur Préféré

Conditions générales de l'assurance automobile

Définitions

Accessoire : Tout élément d'enjolivement ou d'amélioration fixé sur votre véhicule.

Accident : Tout événement non intentionnel de l'assuré entraînant des dommages corporels ou matériels et provenant de l'action violente, soudaine et imprévisible d'une cause extérieure au véhicule.

Affaire : Saisine d'une juridiction par des parties qui s'opposent sur des mêmes faits, afin que leurs positions soient tranchées.

Agression : Atteinte physique ou morale à la personne assurée.

Aménagement : Tout élément de modification ou de transformation de votre véhicule fixé à celui-ci.

Antécédents : Informations relatives au « passé automobile » du souscripteur d'assurance, du propriétaire du véhicule, du (ou des) conducteur (s) désigné (s) aux conditions particulières.

Avocat postulant : Avocat qui représente une partie devant un tribunal de Grande Instance ou une Cour d'Appel lorsque l'Avocat choisi par le client pour plaider son dossier n'est pas inscrit au barreau devant lequel le procès a lieu.

Conducteur principal : La personne physique parcourant chaque année le plus grand nombre de kilomètres en tant que conducteur du véhicule assuré.

Conducteur occasionnel : Tout autre conducteur.

Convention d'honoraires : Convention signée entre l'Avocat et son client fixant les honoraires et les modalités de règlement.

Créance : Droit dont vous disposez pour exiger d'un tiers la remise d'une somme d'argent.

Crevasse : Par crevasse, il faut entendre tout échappement d'air (dégonflement ou éclatement d'un pneumatique, qui rend impossible l'utilisation du véhicule dans des conditions normales de sécurité et ayant pour effet d'immobiliser le véhicule sur le lieu de l'incident et de nécessiter un dépannage ou remorquage dans un garage pour y effectuer les réparations nécessaires.

Déchéance : Lorsque vous ne respectez pas les obligations auxquelles vous êtes tenu par ce contrat, vous pouvez perdre tout ou partie du droit à indemnité ou même nous rembourser une indemnité réglée à un tiers.

Dépens : Part des frais engendrés par un procès dont le montant fait l'objet d'une tarification par voie réglementaire (notamment émoluments des officiers publics ou ministériels, indemnités des témoins), ou par décision judiciaire (rémunération des experts et techniciens) et que le tribunal met à la charge de l'une des parties qui est le plus souvent la perdante.

Dol : Manœuvres, mensonges, silence sur une information (réticence dolosive) ayant pour objet de tromper l'une des parties en vue d'obtenir son consentement.

Domicile principal : Lieu de résidence principal et habituel du bénéficiaire figurant comme domicile sur la déclaration d'impôts sur le revenu. Il est situé au Burundi.

Domme corporel : toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

Domme matériel : Toute détérioration ou destruction ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

Domme immatériel : Tout domme autre qu'un domme corporel ou matériel et notamment tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance total ou partielle d'un bien ou d'un droit, de l'interruption d'une activité ou d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice.

Ne sont couverts que les dommages immatériels consécutifs (qui sont la conséquence de dommages corporels ou matériels garantis).

Erreur de carburant : Par erreur de carburant il faut entendre le remplissage accidentel et involontaire du réservoir avec un carburant inapproprié au type du véhicule.

Etat alcoolique : Etat défini par un taux d'alcoolémie punissable d'au moins une contravention de quatrième classe.

Etat générateur du litige : Il est constitué par l'apparition d'un' difficulté juridique matérialisée par l'atteinte à un droit, ou par le préjudice que vous avez subi ou que vous avez causé à un tiers, avant toute réclamation s'y rattachant.

Foyer de l'assuré : Ce sont les personnes vivant habituellement sous le toit, et ses enfants financièrement ou fiscalement à charge.

Frais proportionnels : Somme qui a vacation à couvrir l'ensemble des travaux et diligences effectués par l'huissier de justice, ainsi que les frais supportés par ce dernier à l'exception des frais de déplacement, de débours et des travaux rémunérés par des honoraires libres.

Franchise : C'est la somme à déduire du montant de l'indemnité et que reste à la charge de l'assuré.

Gardien : toute personne ayant les pouvoirs d'usage, de direction et de contrôle sur le véhicule.

Immobilisation du véhicule garanti : La durée nécessaire à un garagiste pour réparer un véhicule suite à un événement garanti. L'immobilisation commence à partir du moment où le véhicule est déposé chez le garagiste le plus proche du lieu de la panne ou de l'accident. La durée de l'immobilisation est indiquée par le réparateur dès la prise en charge du véhicule. Elle s'achève à la fin des travaux.

Intérêt en jeu : Montant du litige, hors pénalités de retard, intérêts et demandes annexes. Pour les contrats dont l'application s'échelonne dans le temps selon une périodicité convenue, le montant du litige correspond à une échéance.

Litige : Opposition d'intérêts, désaccord ou refus opposé à une réclamation dont vous êtes l'auteur ou le destinataire et, vous conduisant à faire valoir des prétentions en demande ou en défense, que ce soit à l'amiable ou devant une juridiction.

Nous : La société d'assurances désignée aux conditions particulières.

Panne : Tout incident fortuit d'origine mécanique, électrique ou hydraulique empêchant le véhicule garanti de poursuivre le déplacement prévu ou en cours dans des conditions normales de circulation.

Personnes transportées à titre gratuit : Tout passager transporté bénévolement, même s'il participe occasionnellement aux frais de route.

Première mise en circulation : Date indiquée sur la carte d'immatriculation.

Sinistre : Survenance d'un événement de nature à entraîner notre garantie.

Souscripteur : Personne physique ou morale qui, en signant le contrat, adhère pour elle-même et pour l'assuré aux conditions générales et particulières de ce contrat, s'engage envers nous notamment en ce qui concerne le paiement des primes.

Tiers : Toute personne n'ayant pas la qualité d'assuré au sens du présent contrat.

Usage : Il s'agit du mode d'utilisation du véhicule déclaré par l'assuré, rappelé aux conditions particulières et défini ci-après.

Quel que soit le type d'usage déclaré aux conditions particulières et défini ci-dessous, le véhicule n'est en outre en aucun cas destiné au transport rémunéré de marchandises ou de voyageurs, ni proposé en location à titre onéreux, y compris entre particuliers.

Usage privé : Utilisation du véhicule assuré uniquement pour les déplacements de la vie privée à l'exclusion des trajets du domicile au lieu de travail. Dans des circonstances exceptionnelles, telles que la grève des transports publics, le véhicule assuré peut être utilisé pour le trajet aller-retour du domicile au lieu de travail.

Usage privé et trajet domicile/travail : Utilisation du véhicule uniquement pour des déplacements de la vie privée et les trajets aller-retour du domicile au lieu de travail. Le véhicule assuré n'est pas utilisé pour des déplacements professionnels.

Usage professionnel : Utilisation du véhicule assuré pour des déplacements de la vie privée ou professionnelle, à l'exclusion des déplacements prévus au titre de l'usage « tous déplacements - tournées ».

Usage tous déplacements - tournées : Utilisation régulière du véhicule assuré, pour des déplacements de visite de clientèle, agences, dépôts, succursales ou chantiers, lorsque ces tournées constituent un élément essentiel de vos fonctions ou de votre activité principale.

Valeur économique : prix auquel le véhicule peut être vendu, à un moment donné, sur le marché. Il est déterminé à dire d'expert en tenant compte de toutes les caractéristiques du véhicule, de son état d'entretien, de son état d'usure, de l'usage

auquel il a été affecté, des aménagements et réparations qu'il a subis.

Vandalisme : Dommage matériel causé sans autre mobile que la volonté de détériorer ou de détruire.

Vol : Soustraction frauduleuse de tout ou partie du véhicule assuré.

Vous : L'assuré.

Article 1 : Garanties

Les garanties définies dans les présentes conditions générales sont accordées quand elles sont mentionnées aux conditions particulières.

Article 2 : Bien assuré

Au titre des garanties que vous avez souscrites, il s'agit :

- Du véhicule terrestre à moteur de 3,5 tonnes ou moins, désigné aux conditions particulières. Il est composé du modèle désigné aux conditions particulières ou des éléments prévus au catalogue du constructeur et montés en série par ce dernier.
- De l'ensemble que constitue ce véhicule avec une remorque qu'il tracte dont le poids total en charge est inférieur ou égal à 750 kg, vous devez, pour être assuré, souscrire un contrat spécifique. La remorque détectée n'est pas garantie au titre du présent contrat. Elle peut toutefois être couverte par un contrat spécifique.
- Des sièges pour enfants pour autant qu'ils soient fixés et disposent d'un système de retenue homologué,
- Du système antivol.

En cas de changement de véhicule, c'est aussi :

- le véhicule précédent conservé en vue de sa vente et utilisé pour essais ou contrôle technique.
- le véhicule que vous louez ou empruntez, en cas d'accident subi par le véhicule désigné aux conditions particulières. Les garanties de votre contrat sont transférées dès que nous en sommes informés et pour une durée maximale de 30 jours. Dans ce cas, le montant garanti en «Dommages au véhicule» ne pourra être supérieur à la valeur économique, au jour du sinistre, du véhicule désigné aux conditions particulières de votre contrat.

Article 3 : Personnes assurées

Au titre des autres garanties souscrites, il s'agit :

- o Du souscripteur du présent contrat,
- o Du propriétaire du véhicule assuré,
- o De toute personne ayant, avec leur autorisation, la garde ou la conduite de ce véhicule.

N'ont jamais la qualité d'assuré les professionnels de la réparation, de la vente ou du contrôle automobile, ainsi que leurs préposés, dans l'exercice de leur activité. Ces professions sont en effet soumises à une obligation d'assurance spécifique.

Article 4 : Territorialité

Au titre des garanties souscrites :

Le contrat s'applique au Burundi, ainsi que pour les séjours n'excédant pas trois mois consécutifs : dans les autres Etats membres du COMESA.

Si votre séjour excède trois mois consécutifs, nous vous invitons à prendre contact avec l'un de nos représentants locaux.

Article 5 : Dégâts matériels

En fonction des garanties souscrites, nous garantissons le véhicule assuré contre les dommages résultant :

- de la collision du véhicule assuré avec un ou plusieurs autres véhicules,
- du choc avec un corps fixe ou mobile extérieur au véhicule assuré,
- du versement sans collision préalable du véhicule assuré,
- d'un acte de vandalisme.

Sans préjudice des exclusions prévues au paragraphe « Exclusions communes », nous ne garantissons pas au titre de la garantie « Dommages/Dégâts matériels » :

- Les dommages subis par le véhicule assuré lorsque le conducteur conduit sous l'empire d'un état alcoolique ou refus de se soumettre à un dépistage d'alcoolémie ;
- Les dommages subis par le véhicule assuré lorsque le conducteur a fait usage de substances ou plantes classées comme stupéfiants ;
- Les dommages qui auraient la conséquence directe et exclusive d'un défaut d'entretien ou de l'usure du véhicule ;
- L'aggravation des dommages lorsqu'elle est la conséquence de la négligence du conducteur après un sinistre ;
- Les dommages survenus à l'intérieur du véhicule (moteur, habitacle, coffre) quand ils sont occasionnés par des animaux ;
- Les dommages subis par le véhicule à l'occasion de son utilisation sur tous circuits ;
- Les dommages subis par les pneumatiques sauf si ces dommages sont la conséquence d'un accident affectant d'autres parties du véhicule ;
- Les dommages consécutifs à un vol (sauf vandalisme), incendie, événements climatiques, chute de la foudre, court-circuit ou au gel ;
- Les dommages consécutifs à la mise en fourrière du véhicule depuis son enlèvement jusqu'à sa restitution.

Limitation de notre garantie : en cas de transport du véhicule par air, par eau ou par mer, nous limitons notre garantie à la seule destruction totale.

Article 6 : Vol

Nous garantissons le véhicule assuré contre les dommages résultant de sa disparition ou de sa détérioration à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol ainsi que ceux résultant de la disparition ou de la détérioration des éléments volés indépendamment du véhicule s'ils entrent dans la définition du véhicule assuré.

Le vol et la tentative de vol ne sont toutefois garantis que lorsque sont établis des indices sérieux confirmant l'intention du voleur de dérober le véhicule ou un élément du véhicule.

Dans tous les cas, il vous appartient d'apporter la preuve, par tous moyens, des circonstances dûment établies du vol du véhicule ou de vol d'éléments intérieurs au véhicule :

- En cas de tentative de vol du véhicule ou de vol d'éléments intérieurs au véhicule : détérioration liée à la pénétration dans l'habitacle par effraction ;
- En cas de découverte du véhicule après vol : indices précités, auxquels peuvent s'ajouter le forçement de la direction ou de son antivol et la modification des branchements électriques ayant permis le démarrage du véhicule.

Avec notre accord préalable, nous vous remboursons également les frais engagés pour la récupération du véhicule assuré.

Limitation de notre garantie : Si les clefs se trouvaient sur ou à l'intérieur du véhicule, l'indemnisation de l'assuré sera limitée

à 70 % du montant des dommages (sauf cas d'agression). Cette limitation ne s'applique pas lorsque le vol a été commis après effraction de votre domicile ou d'un garage privatif.

Conseil important : La personne qui a la garde ou la conduite du véhicule doit prendre tous les soins en vue de la préservation du véhicule et en particulier :

- fermer les glaces, mettre en action les dispositifs de protection et d'alarme dont il est muni ;
- verrouiller les portières avant de s'en éloigner ;
- ne jamais laisser les clefs dans le véhicule.

Sans préjudice des exclusions prévues au paragraphe « Exclusions communes à toutes les garanties », nous ne garantissons pas au titre de la garantie « Vol » :

- ✓ Les vols commis par les membres du foyer de l'assuré, ainsi que les vols commis avec leur complicité ;
- ✓ Les vols commis, pendant leur service, par les préposés du souscripteur, du propriétaire, du conducteur, de l'abus de confiance, tels que définis par le code pénal ;
- ✓ Les dommages consécutifs à un acte de vandalisme.

Article 7 : Incendie

Nous garantissons le véhicule contre les dommages résultant d'un incendie, de l'action de la foudre, d'explosion.

Sans préjudice des exclusions prévues au paragraphe « Exclusions communes à toutes les garanties », nous ne garantissons pas au titre de la garantie « Incendie » :

- ✓ Les dommages subis par les appareils électriques ou électroniques du fait de leur seul fonctionnement pour les véhicules de plus de cinq ans ;
- ✓ Les dommages résultant des brûlures occasionnées par les fumeurs ;
- ✓ Les dommages provoqués par la seule action de la chaleur ou d'une substance incandescente s'il n'y a eu ni combustion avec flammes, ni embrasement ;
- ✓ Les explosions des pneumatiques et les dommages au véhicule en résultant ;
- ✓ L'incendie résultant à un attentat.

Article 8 : Bris de glaces

Suivant les garanties souscrites, nous garantissons les frais de réparation et /ou de remplacement engagés à la suite d'un bris des éléments en verre, glace ou verre organique suivants : pare-brise, vitre arrière, glaces latérales, toit (ouvrant ou non), ensemble des feux avant, du véhicule assuré.

Sans préjudice des exclusions prévues au paragraphe « Exclusions communes à toutes les garanties », nous ne garantissons pas au titre de la garantie « Bris de glace » :

- o L'ensemble des feux arrière ;
- o Les rétroviseurs ;
- o Tout autre élément en verre, glace ou verre organique.

Article 9 : Les exclusions communes à toutes les garanties

- ✓ Les pertes et les dommages provenant d'une faute

intentionnelle ou dolosive de l'assuré ;

- ✓ Les pertes et dommages occasionnés, soit par la guerre étrangère, soit par la guerre civile ;
- ✓ Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnement ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;
- ✓ Les dommages survenus lorsque le conducteur assuré n'a pas l'âge requis ou ne possède pas les certificats, en état de validité, exigés par la réglementation en vigueur pour la conduite du véhicule ;

Toutefois, cette exclusion ne peut être opposée :

- au souscripteur, au propriétaire ou au gardien du véhicule assuré, en cas de violence, de vol ou d'utilisation du véhicule à leur insu par leur enfant ou leur préposé, même si les conditions stipulées ci-dessus ne sont pas remplies ;
- au conducteur lorsque le certificat déclaré au moment de la souscription ou du renouvellement du contrat est sans validité pour des raisons tenant au lieu et à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation, autres que celles relatives aux catégories de véhicules portées sur le certificat n'ont pas été respectées ;
- ✓ Les dommages causés ou subis par le véhicule assuré, lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre ;
- ✓ Les dommages causés ou subis par le véhicule assuré, lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion desquels lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le sinistre. Toutefois, la non-assurance ne saurait être invoquée du chef de transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur ;
- ✓ Les dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics. Les exclusions de garanties prévues au Code des assurances ne dispensent pas l'assuré de l'obligation d'assurance pour les risques énumérés auxquels il lui appartient de ne pas s'exposer sans assurance préalable, sous peine d'encourir les pénalités prévues.
- ✓ Les dommages occasionnés par les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les inondations, les raz-de-marée et autres cataclysmes naturels ;
- ✓ Le remboursement des amendes et accessoires consécutifs à une infraction, ainsi que les frais de fourrière.

Article 10 : La franchise

La franchise est la somme à déduire du montant de l'indemnité et qui reste à votre charge. Chaque garantie peut comporter une franchise dont le montant est indiqué aux conditions particulières de votre contrat ou sur le dernier appel de prime. Elle est révisable.

Article 11 : La prime

Le montant de la prime est indiqué sur les conditions particulières de votre contrat, puis ultérieurement sur chaque avis de renouvellement. Les primes sont payables d'avance, soit à notre siège social, soit au bureau de notre agence.

Si les conditions particulières prévoient le paiement de la prime en plusieurs fois, la prime de toute l'année d'assurance commencée est due en entier. Ce contrat est soumis à la clause de réduction-majoration (bonus-malus).

Indépendamment des dispositions propres au bonus-malus, nous pouvons être amenés à modifier notre tarif. A l'échéance,

nous pouvons réviser les montants des franchises et ceux des plafonds de garanties mentionnés aux conditions particulières.

En cas de majoration du tarif (hors bonus-malus) ou des franchises, vous pouvez alors résilier votre contrat dans les 30 jours où vous en aurez pris connaissance. Cette résiliation doit nous être déclarée dans les formes indiquées ci-après et elle prend effet un mois après sa notification.

Article 12 : Défaut de paiement de la prime

A défaut de paiement d'une prime ou d'une fraction de celle-ci dans les 10 jours de son échéance, indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat, nous pouvons par lettre recommandée adressée au souscripteur du présent contrat, à son domicile connu, suspendre la garantie 30 jours après l'envoi de cette lettre. Cette lettre recommandée indiquera qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure, rappellera le montant, la date d'échéance de la prime ou de la fraction de prime. Nous aurons le droit de résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours visé ci-dessus par notification faite au souscripteur du présent contrat.

Article 13 : Communications

Vous devez, à la souscription, répondre exactement à toutes les questions que nous vous posons. Ces renseignements figurent sur vos conditions particulières et servent de base à notre acceptation et à notre tarification.

En cas de modification de votre situation personnelle, en cours de contrat, vous avez obligation de nous déclarer toutes les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à la souscription. Votre déclaration doit être effectuée, par lettre recommandée, dans un délai maximum de quinze jours à partir du moment où vous en avez eu connaissance.

A titre d'exemples :

- ü Si le conducteur principal du véhicule change ;
- ü Si vous changez de véhicule ;
- ü Si vous utilisez votre véhicule pour vous rendre sur votre lieu de travail, et que vous souhaitez l'utiliser, pour les besoins de votre profession ;
- ü Si vous déménagez ;
- ü Si vous réalisez des transformations sur votre véhicule.

Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle permet d'opposer la nullité du contrat.

Toute omission ou déclaration inexacte non intentionnelle constatée après un sinistre entraîne une réduction proportionnelle d'indemnisation.

Article 14 : Période de validité

Le contrat est formé dès qu'il est signé par les deux parties, sauf preuve d'un accord antérieur des parties sur sa conclusion. Il prend effet aux date et heure indiquées aux conditions particulières, à défaut de précision concernant l'heure, il ne jouera qu'à compter de zéro heure le lendemain de sa conclusion.

La durée de votre contrat est d'un an.

Article 15 : Résiliation

La résiliation est de fait à l'échéance non renouvelée. La résiliation hors échéance est aussi possible, mais pour les seuls cas suivants :

Par vous

- ü En cas de résiliation après sinistre affectant un autre de vos contrats ;
- ü En cas de diminution du risque, si nous refusons de réduire la prime en conséquence

Par nous

- ü En cas de non-paiement de prime ;
- ü En cas d'omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat ;
- ü En cas d'aggravation du risque ;
- ü Après sinistre causé par un conducteur en état d'imprégnation ou faisant suite à une infraction au Code de la route sanctionnée par une suspension de permis de conduire d'au moins un mois ou d'une décision d'annulation de ce permis

Par les deux parties

- ü Pour tout changement dans votre situation personnelle, familiale ou professionnelle,
 - De plein droit
 - o En cas de réquisition du véhicule assuré
 - o En cas de perte totale résultant d'un événement non garanti
 - o En cas de retrait d'agrément de notre société

Article 16 : Les formalités de résiliation

Deux modalités vous sont proposées :

- ü Soit faire une déclaration au siège social ou auprès de l'une de nos agences et dans ce cas un récépissé vous sera remis ;
- ü Soit nous envoyer une lettre recommandée.

Si nous prenons la décision de résilier votre contrat, la notification sera toujours faite par lettre recommandée adressée à votre dernier domicile connu.

Le respect du préavis est impératif et le délai court à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi.

Article 17 : Indemnité de résiliation

Dans la plupart des cas de résiliation, la fraction de prime postérieure à la résiliation ne nous est pas acquise ; elle doit vous être remboursée si elle a été payée d'avance. Dans ce cas, vous devez nous restituer le certificat d'assurance.

Cependant, en cas de résiliation consécutive à non-paiement de prime, nous avons droit à cette fraction de prime à titre d'indemnité de résiliation.

Article 18 : Déclaration de sinistre

En cas de sinistre faisant intervenir l'une des garanties souscrites, vous devez effectuer une déclaration formelle auprès du siège ou de l'une des agences la plus proche, suivant notre modèle qui est mis à votre disposition à nos guichets. La déclaration doit être exacte et complète sous peine de nullité.

Cette disposition doit être complétée dans les huit jours suivant la date du sinistre sauf cas de force majeure attesté que la personne habilitée à déclarer était dans l'impossibilité de le faire pendant cette période.

Article 19 : Evaluation des dommages

Les dommages au véhicule sont évalués à l'amiable. L'expert que nous avons missionné évalue le coût des réparations et du remplacement des pièces détériorées en tenant compte des règles de l'art (et donc de sécurité) ainsi que des meilleures conditions économiques locales.

En cas de vol, vous devez toujours, non seulement justifier de l'existence du véhicule, mais aussi de son état par tous les moyens en votre possession.

Article 20 : Calcul de l'indemnité « Dommages subis par le véhicule »

L'expert détermine :

- o Le coût des réparations et du remplacement des pièces détériorées ;
- o La valeur de votre véhicule avant sinistre, selon les conditions du marché automobile ;
- o La valeur résiduelle de votre véhicule après sinistre, selon les conditions du marché automobile.

Vous décidez de faire réparer le véhicule assuré :

Nous réglons le montant des réparations dans la limite de la valeur économique du véhicule au jour du sinistre. Si cette dernière est inférieure au montant du Capital Réparation indiqué aux conditions particulières, nous réglons ce montant.

Vous décidez de ne pas réparer le véhicule assuré :

Nous réglons le coût estimé des réparations sans dépasser la différence des valeurs avant sinistre et après sinistre.

Le paiement des indemnités est effectué dans 30 jours qui suivent l'accord amiable, ou la décision judiciaire. S'il y a opposition, le paiement n'interviendra que dans les 30 jours qui suivent la levée de l'opposition.

Lorsque le rapport d'expertise fait apparaître que le montant des réparations est supérieur à la valeur du véhicule au moment du sinistre, nous sommes tenus de vous proposer une indemnisation en perte totale, c'est-à-dire une indemnisation correspondant à la valeur avant sinistre, avec cession du véhicule à l'assureur.

Vous disposez de 30 jours pour donner votre réponse.

Article 21 : Le véhicule assuré a été volé

Si votre véhicule est retrouvé dans un délai de 30 jours à compter de la déclaration du sinistre :

- ü Vous vous engagez à en reprendre possession.
- ü Nous vous indemnisons alors des dommages subis par le véhicule selon le calcul de l'indemnité défini dans la rubrique calcul de l'indemnité « dommages subis par le véhicule »

Si le véhicule n'est pas retrouvé à l'issue de ce délai de 30 jours :

- ü Nous vous présentons une offre d'indemnisation sous réserve de la production des documents qui vous seront réclamés à cette occasion.
- ü Le paiement interviendra dans un délai de 15 jours à compter de votre accord ou de la décision judiciaire exécutoire, sous réserve de la communication de tous les éléments nécessaires au règlement.
- ü Nous réglons la somme correspondant à la valeur avant sinistre.

Article 22 : Règles propres aux garanties « Décès du conducteur » et « Sécurité du Conducteur »

En cas d'accident, vous devez nous fournir :

- ✓ À l'origine, un certificat médical qui constate la nature des blessures et la durée probable de votre interruption d'activité ;
- ✓ Les éventuels certificats médicaux de prolongation ;
- ✓ À la consolidation ou à la guérison, un certificat médical en faisant état ;
- ✓ La preuve du montant exact des prestations indemnitaires versées par les tiers-payeurs.

En cas de décès :

Il incombe aux ayants droit de la victime dès qu'ils en ont connaissance, d'en faire la déclaration dans les délais et formes prévus.

Les ayants droit de la victime auront à nous faire parvenir un certificat médical mentionnant les causes du décès et, en ce qui les concerne, une déclaration sur l'honneur certifiant leur qualité d'ayant-droit.

Le règlement du sinistre est subordonné à la production des certificats médicaux, le refus de production de ceux-ci entraîne la déchéance complète de la garantie.

En cas de blessures, notre médecin conseil et/ou notre inspecteur doivent avoir libre accès auprès de la victime. Elle ne pourrait, sauf opposition justifiée, y faire obstacle sans entraîner la perte de tout droit à l'indemnité.

Notre médecin aura la possibilité de conseiller un traitement, un séjour en établissement spécialisé, une rééducation, et cela, bien sûr, en plein accord avec le médecin traitant.

La durée de l'interruption d'activité, l'importance de l'invalidité, le caractère accidentel d'un décès, seront toujours appréciés sur les indications de notre médecin conseil. Toutefois, si la victime ou ses ayants droit ne sont pas d'accord avec les conclusions de notre médecin, il lui/leur sera toujours possible de provoquer une expertise amiable et contradictoire entre le médecin de son/leur choix et le nôtre. Si ces deux médecins ne peuvent parvenir à des conclusions communes, il leur en sera adjoint un troisième par voie amiable ou judiciaire, ce dernier sera nécessairement choisi parmi ceux figurant sur la liste des experts judiciaires.

Les frais et honoraires du médecin de la victime ou de ses ayants droit seront à sa/leur charge, tandis que ceux du troisième seront répartis entre elle/eux et nous, parts égales.

Article 23 : La prescription

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- ✓ En cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- ✓ En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription :

- ✓ Toute demande en justice, même en référé, tout acte d'exécution forcée ;
- ✓ Toute reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou toute reconnaissance de dette de l'assuré